



DECLARATION FSU CSAD 62 – 24 janvier 2024

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les représentants du CSAD,

Nous tenons tout d'abord à remercier les services de la DSDEN pour les documents fournis, dans des formats éditables, et pour la qualité des échanges en groupe de travail et la prise en compte effective de nos interventions dans l'intérêt des collègues que nous représentons.

C'est la médaille d'or du mépris pour l'école publique et laïque que nous attribuons à notre nouvelle ministre, grande absente au CSE du 18 janvier. Non seulement, l'Education Nationale ne semble pas être un sujet suffisamment important pour mériter une ministre entièrement consacrée à ces questions, mais par dessus tout, nous avons droit dorénavant à du prof-bashing de la part de notre propre institution. C'est donc une grande colère qu'a semée Mme Oudéa-Castera, le jour même de sa prise de fonction.

En attendant qu'un.e ministre daigne nous montrer de l'intérêt, les problèmes quotidiens vécus par tous les personnels de l'Education nationale sont bien prégnants: le manque de professeurs, les salaires trop bas, l'alourdissement de la charge de travail, l'augmentation du nombre d'élèves par classe et des réformes tous azimuts. En bref, des conditions de travail fortement dégradées ces dernières années, ayant pour conséquence une crise du recrutement sans précédent, comme en témoigne les inscriptions au concours, dont les dates sont sans cesse repoussées, sans faire le plein.

Les personnels doivent être respectés et protégés, l'école ne peut pas être instrumentalisée et ballottée au gré des agendas politiques des uns et des autres. Le président Macron et les ministres sont très forts pour annoncer des changements clinquants à l'opinion publique pour donner l'illusion qu'ils agissent pour le bien de tous les élèves. La réalité du terrain est tout autre, les solutions proposées sont aux antipodes des besoins des personnels et des établissements, et elles ne répondent surtout en rien aux difficultés que rencontrent les élèves dans les apprentissages.

Notons le joli coup en deux bandes du ministère : à la rentrée 2023, la technologie est supprimée en 6ème au profit d'une heure de soutien-approfondissement présentée comme indispensable par le Ministre Ndiaye. À la rentrée 2024, cette heure n'est plus indispensable, elle est, à son tour, supprimée par le ministre Attal, pour créer un nouveau dispositif, certainement lui aussi, indispensable. L'enseignement de la technologie et ses enseignants sont donc sacrifiés sans justification, si ce n'est le manque de moyens et d'ambition pour le service public d'éducation. Que vont devenir les professeurs de technologie à qui l'institution promettait une bienveillance sur leurs postes l'année dernière ? Cela signifie que pour la rentrée prochaine, c'est à hauteur de 25h que sont financées les divisions de 6e, sans qu'aucun texte réglementaire ne soit venu établir une nouvelle grille horaire.

Aussi, pour la deuxième année consécutive, les conseils d'administration vont devoir se prononcer sur une répartition de moyens disciplinaires qui n'est pas conforme aux horaires en vigueur. C'est donc ça l'école de la confiance en 2024 !

Par ailleurs, la conférence de presse du Président Macron, après la notification des DGH, annonçant de nouvelles mesures pour la rentrée 2024, notamment la demi-heure d'EMC et la mise en place du théâtre ou encore de l'histoire de l'art nous laissent perplexes. Aucun horaire et aucun financement n'étant évidemment prévus à l'heure actuelle.

Plus globalement, les mesures "Choc des savoirs" annoncées par le précédent ministre dessinent un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités. C'est un collège réorganisé pour trier et stigmatiser les élèves, dans lequel le DNB deviendrait indispensable pour entrer au lycée, ce que nous dénonçons. Ces mesures vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées), tout cela contre la liberté pédagogique.

Pour le second degré, sur l'ensemble du territoire, 484 emplois seront supprimés à la rentrée 2024, et cela va encore accentuer la dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels. Aucun emploi de CPE ou d'AED n'est créé alors même que les vies scolaires sont sous tension. Dans l'académie de Lille, ce sont encore 104 emplois qui seront supprimés à la rentrée prochaine, portant le nombre de suppressions à 1204 depuis la rentrée 2018.

Concernant la préparation de rentrée 2024 dans les collèges du Pas-de-Calais, commençons par signaler la situation particulière de notre département. Au regard de l'IPS, 94,4% des collèges du Pas-de-Calais se situent sous la moyenne nationale, soit 118 collèges sur 125.

Les effectifs prévisionnels sont en légère baisse de 140 élèves (-0,3%), mais cela ne permet pas de rétablir une situation fortement dégradée depuis le premier quinquennat Macron. Depuis la rentrée 2017, on a repris aux collèges du Pas-de-Calais 2064HP, soit l'équivalent de 114,6ETP.

Face au choc des savoirs de notre déjà précédent ministre, on octroie au département pour les collèges 127HP de plus que l'an dernier, soit 7ETP. Dans le même temps, la synthèse met en évidence l'augmentation 12 fois supérieure des HSA (+2,23%) par rapport à celle des HP (+0,18%). Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que ce sont majoritairement les économies réalisées par le passage de la 6e à 25 heures par semaine représentant 582 heures pour notre seul département, qui permettent de financer les groupes. En effet, pour l'ensemble des DGH notifiées, en comparaison à la rentrée précédente, la part A diminue de 764 heures quand la part C augmente de 869 heures. Ce sont donc 105 heures injectées pour 125 collèges soit en moyenne 0,84h par établissement pour la mise en place des groupes. Ne nous y trompons pas, c'est donc presque à moyens constants qu'il faudra mettre en place des groupes en français et en maths en 6e et en 5e pour l'an prochain. Par ailleurs, quand on se penche de plus près sur les DGH des établissements, il apparaît que beaucoup d'établissements vont avoir autant de groupes que de classes, ce qui ne coûte rien à l'institution! En respectant la consigne d'alléger le groupe des "fragiles", on se retrouve pour les autres groupes avec des effectifs plus chargés en français et maths qu'ils ne le seront dans les autres disciplines en classe entière, sauf à se servir de la marge pour créer un ou des groupes supplémentaires, en amputant dès lors des dispositifs d'allègements d'effectifs existants, ou en supprimant des options. Le choc des savoirs est également un choc des inégalités !

A première vue, l'EP semble relativement épargné en cette rentrée : on y attend 68 élèves de plus à la rentrée prochaine et elle gagne 115,5HP. Mais en prenant un peu de recul, on s'aperçoit qu'entre 2017 et 2024, pour 476 élèves de plus, on a repris à l'EP 237HP. C'est donc une bien maigre consolation et qui ne permettra aucunement d'alléger les effectifs par classe.

Concernant l'inclusion dans les collèges du Pas-de-Calais, nous notons la décision d'ouvrir 5 ULIS à la rentrée 2024. Cela pourrait être une bonne chose mais ouvrir chaque année de nouvelles structures ULIS ne règle pas tous les problèmes. En premier lieu, parce que les élèves relevant de l'ULIS ne sont pas comptabilisés dans les effectifs par niveau du collège, ce que nous réclamons, et qui permettrait de nombreuses ouvertures de divisions au seuil ou presque. Dans un second temps,

nous souhaitons que les équipes puissent être formées et puissent se concerter sur temps de travail afin d'éviter qu'inclusion soit synonyme d'alourdissement de la charge de travail voire de difficultés supplémentaires pour les équipes. Enfin, le SNES et la FSU continuent de réclamer pour les AESH un statut de fonctionnaire de catégorie B, une formation digne de ce nom et la fin des PIAL.

Concernant la rentrée 2024 en SEGPA, nous pourrions nous satisfaire du fait qu'aucun moyen ne soit retiré à la SEGPA. Or, là aussi, le mal a été fait en amont : depuis la rentrée 2017, ce sont 465HP et 498HSA reprises aux SEGPA, pour -317élèves. Par ailleurs, 12 structures SEGPA sur 53 sont dotées pour 48 élèves et n'ont donc de fait que 3 divisions financées, ce qui n'est pas l'esprit de la circulaire de 2015. Enfin, nous nous étonnons que 110 élèves de moins soient attendus à la rentrée 2024, alors même que les affectations 6e ne sont pas effectuées.

En conclusion, aucune des réformes engagées depuis l'année dernière ne va dans le sens de ce que souhaite la FSU. Les ambitions égalitaires et émancipatrices de l'école publique qui scolarise sans condition toute la jeunesse doivent être défendues. C'est pour ces raisons, ainsi que pour continuer à dénoncer le mépris dont sont victimes les personnels de l'éducation nationale, et la dégradation de leurs conditions de travail, mais aussi pour réclamer une véritable revalorisation des salaires, que nous serons en grève le 1er février.